

ESSAI

La nouvelle route de la servitude

MATTHIEU CRESON* • Juin 2020



En 1944, l'économiste Friedrich Hayek fait paraître *La Route de la servitude*, qui deviendra l'un des ouvrages les plus marquants de la pensée libérale du XX^e siècle. L'auteur y soulignait la tendance de l'État à toujours rogner sur les libertés individuelles, penchant ouvrant la voie au totalitarisme et à l'asservissement général. Les thèses défendues dans ce livre retrouvent toute leur actualité dans le contexte de la crise sanitaire actuelle et de ses possibles conséquences. Nous allons voir pourquoi.

Le combat entre libéraux et étatistes au XX^e et XXI^e siècles : bref retour sur la période 1945-2010

Loin de s'inspirer des idées défendues par Friedrich Hayek, les gouvernants qui se sont succédé à la tête des pays occidentaux durant les Trente Glorieuses ont largement privilégié les préceptes de John Maynard Keynes, appliquant, dans bien des cas, un curieux mélange de libéralisme et d'étatisme. Ce qui n'est nullement surprenant : comme l'a souvent rappelé Pascal Salin, Keynes offrait précisément aux dirigeants politiques (aujourd'hui encore) la justification économique de leur action politique. Période marquée par une croissance continue et un faible taux de chômage, les Trente Glorieuses n'en ont donc pas moins été caractérisées par l'hypertrophie de l'État et l'élargissement ininterrompu de sa sphère d'influence dans nos sociétés. En Grande-Bretagne, l'alternance des Tories et des Whigs s'est accompagnée d'une même conduite keynésienne des affaires du pays, transformant celui-ci en l'une des sociétés européennes les plus étatisées et les plus bureaucratisées qui fussent alors.

Puis survinrent les chocs pétroliers des années 1970 ainsi que la stagflation, provoquant, dans les pays occidentaux, la remise en question des théories de Keynes. La « révolution conservatrice », pour reprendre les mots de l'essayiste Guy Sorman, se met alors en marche, aussi bien aux États-Unis avec Ronald Reagan, qu'en Grande-Bretagne avec Margaret Thatcher, ou encore en Nouvelle-Zélande avec Roger Douglas. Dans son discours d'investiture du 20 janvier 1981, Reagan prononça cette phrase demeurée célèbre : « L'État n'est pas la solution à nos problèmes. L'État est le problème ». Quarante ans plus tard on reste stupéfait devant l'audace de cette déclaration, émanant non d'un simple homme politique, mais du chef d'État de la première puissance mondiale en personne. Aujourd'hui, rares sont les politiques à défendre pareille approche et encore moins à la défendre publiquement. Un abyme

* L'auteur est enseignant à l'Institut d'Études Supérieures des Arts et au Stanford Center de Paris.

idéologique sépare les « révolutionnaires conservateurs » des années 1980 des actuels gouvernants biberonnés aux idées de la possibilité d'une « troisième voie » qui revendique la nécessité d'« humaniser » le capitalisme libéral, et de le rendre plus « équitable » et « solidaire » .

Au vu de cette déclaration de Reagan, on se demande d'ailleurs qui sont en fait les vrais « conservateurs » : sont-ce les disciples de Mises et de Hayek, comme Margaret Thatcher ou Ronald Reagan, qui se sont employés à soustraire l'individu à la mainmise de l'État, et à corriger les méfaits engendrés par plus de trente ans d'étatisation et de collectivisation de l'économie ? Ou bien les adeptes du vieux keynésianisme, lequel a largement montré, dans les années 1970, non seulement son incapacité à résoudre les problèmes économiques de nos sociétés, mais même sa contre-productivité et sa nocivité économique ?

Novembre 1989 : le mur de Berlin tombe ; deux ans plus tard, en décembre 1991, Mikhaïl Gorbatchev prononce la dissolution de l'Union soviétique. En 1992 Francis Fukuyama publie un ouvrage retentissant, *La Fin de l'histoire*, dans lequel il constate que le modèle de la civilisation démocratique et libérale constitue la forme d'organisation politique, économique et sociale ultime vers laquelle tend l'humanité. Marx semblait définitivement enterré, Keynes irrémédiablement discrédité. Et puis, contre toute attente s'est déployée, peu après la disparition de l'URSS, une extraordinaire campagne de désinformation et de réhabilitation du collectivisme, que l'on avait pourtant initialement cru réfuté par les faits et promis aux poubelles de l'histoire. Cet impensable tour de force idéologique a été magistralement pensé, analysé, disséqué et pourfendu par Jean-François Revel dans son livre *La Grande Parade*. Au même moment s'affairaient, pour reprendre le titre d'un ouvrage d'Alain Laurent les « nouveaux ennemis de la société ouverte », travaillant à miner, de l'intérieur comme de l'extérieur, les principes fondamentaux de la civilisation libérale. Celle-ci se trouvait entre autres désormais guettée par un danger d'un nouvel ordre : le « nouveau PC », c'est-à-dire non plus le Parti communiste, moribond, mais le politiquement correct.

Quasiment vingt ans après la chute du mur de Berlin survient la crise financière de 2008. Sous prétexte d'éviter la faillite des banques et arguant de la nécessité de sauver l'économie, les États s'engagent dans d'immenses plans de relance, creusant les déficits publics conséquents et engendrant l'explosion des dettes publiques. La crise financière mondiale déboucha ainsi sur une autre crise : celle de la dette des États. L'ensemble de la classe politique, droite et gauche confondue, adopte des politiques économiques d'inspiration keynésienne, conférant ainsi en apparence à l'auteur de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, une actualité renouvelée. Défenseur de cette approche, Barack Obama, qui passe pourtant pour un « progressiste », s'est en fait largement inscrit dans la vieille tradition du Big Government, à l'instar d'un F.D. Roosevelt ou d'un J.F. Kennedy. Unanimement décrié en Europe – aujourd'hui encore –, Reagan s'était lui attaché, durant les huit années de sa présidence, à déréglementer une économie qui n'avait cessé – même aux États-Unis – de se bureaucratiser sous le poids grandissant de l'État. Obama s'est tout au contraire efforcé durant ses deux mandats de restaurer le primat de l'État sur

l'individu. Libérés économiquement de la férule de l'État sous Reagan, les individus auront en fait vu leurs libertés s'amenuiser sous Obama, au profit de la puissance étatique.

La crise du Covid-19 : un révélateur de l'actualité du combat entre libéraux et étatistes

Novembre 2019 : un nouveau Coronavirus, baptisé Covid-19, fait son apparition dans la ville de Wuhan en Chine centrale. Élevée au rang de pandémie, la maladie infectieuse fait l'objet, le 30 janvier 2020, d'une déclaration d'urgence de santé publique de portée internationale, émise par l'Organisation mondiale de la santé. À quelques exceptions notables, les pays décrètent les uns après les autres un confinement aveugle, suspendant la marche normale de la société ainsi que l'activité économique.

Dans certains pays, la crise semble être devenue une occasion pour justifier un autocratie grandissant. Ainsi, le 30 mars, le Parlement hongrois, où siège majoritairement le parti de Viktor Orbán, le Fidesz, vote une loi donnant au président les pleins pouvoirs, et ce pour une durée illimitée. Aux Philippines, le Congrès vote également une loi donnant au président Rodrigo Duterte des pouvoirs extraordinaires. En Thaïlande, le Premier ministre Prayut Chan-o-cha déclare quant à lui l'état d'urgence, imposant des couvre-feux ainsi que la censure des informations « erronées » touchant au Covid-19.

Or, ainsi que l'a très justement remarqué la journaliste d'investigation Selam Gebrekidan, si la pandémie « peut constituer une aubaine pour les gouvernements à tendance autocratique, [...] les régimes démocratiques robustes utilisent eux aussi la pandémie pour élargir leurs pouvoirs ». En France par exemple, et à l'instar des mesures prises en Italie, Emmanuel Macron a restreint, par décret, les déplacements au sein du territoire national, contraignant les citoyens à devoir imprimer une « attestation de déplacement dérogatoire » pour aller faire leurs courses de première nécessité, s'aérer ou partir travailler quand il n'est pas possible de faire du télétravail. Des amendes salées sont prévues et appliquées dans les cas où les citoyens ne présenteraient pas aux autorités ladite attestation. Certes, cette situation était provisoire : mais est-on bien sûr que l'abdication par les citoyens, au profit de l'État, d'une part importante de leurs droits et de leurs libertés, au nom d'un idéal sanitaire restera sans conséquences pour la suite ? D'autant que les gouvernants sont incités, par une foule de professionnels de la politique ou d'experts, à continuer, voire à aller encore plus loin dans la voie d'un État omniprésent. Dans les différents pays, l'État a décidé d'acheter la paix sociale en promettant aux individus et aux entreprises un gigantesque plan de relance. Par ailleurs, face à la situation de crise, les « souverainistes » appellent à retrouver le sens du « patriotisme », notamment industriel.

Quant aux extrêmes, ils ne sont pas en reste : par-delà leurs divergences de façade, extrême gauche et extrême droite commencent en fait toujours dans la même détestation de la mondialisation et du marché, qu'elles rendent responsables de la

crise sanitaire. Des relocalisations sont demandées, ainsi qu'un retour de « l'État stratège ». Selon ce raisonnement les crises ne peuvent être évitées que si l'on dispose d'un État « fort », qui régule, collectivise et étatisé le plus possible. Les différentes catastrophes laissées par les régimes collectivistes (famines, catastrophe nucléaire de Tchernobyl en 1986) infirment largement cette opinion.

C'est au contraire parce que nous vivons dans une culture encore bien trop imprégnée de la croyance dans les prétendus « bienfaits » de l'étatisme que nous n'avons pas su nous montrer suffisamment responsables dans l'anticipation et la gestion de la crise sanitaire : dans une société où l'État agit vite et bien, mais seulement dans les limites du pouvoir qui lui a été imparti et qui devrait être le sien, l'État et les acteurs de la société civile sont naturellement amenés à faire preuve de davantage de responsabilité dans leurs choix, leurs anticipations et leurs actions. C'est dans les sociétés où l'étatisation est la plus avancée que l'irresponsabilité est, elle aussi, la plus encouragée.

Quelles conséquences devons-nous redouter à la suite des réponses données par la plupart des États pour juguler la crise du Covid-19 ? *The Economist* écrit que « la crise actuelle rappelle la Seconde Guerre mondiale ou encore la Grande Dépression. Dans les deux cas, on a vu s'installer un État plus étoffé, doté de pouvoirs et de responsabilités accrus. Certains changements actuels resteront bienvenus. Ce serait une bonne chose que les États soient mieux préparés à une nouvelle pandémie. Mais les mauvaises habitudes prises risquent de perdurer »¹.

Certains annoncent la mort des anciens clivages politiques gauche-droite, laissant la place à une nouvelle opposition entre partisans respectifs de la « société ouverte » et de la « société fermée ». Ce qui est à la fois juste et faux. C'est juste car le clivage gauche-droite est en réalité, et a d'ailleurs toujours été un faux clivage : on a vu en effet depuis des décennies, dans nos pays, des dirigeants de droite appliquer des politiques plutôt de gauche. Et tous, au fond, communient indistinctement dans une même idolâtrie de l'État. La vraie ligne de division semble plutôt être celle qui sépare, comme l'avait déjà dit Karl Popper, les « sociétés ouvertes », fondées sur le capitalisme démocratique et libéral, et les « sociétés closes », qui en sont la négation. Compte tenu des actions prises par les États, autoritaires ou non, pour faire face à la crise sanitaire actuelle, et compte tenu des discours et des débats suscités par cette même crise, nous voyons bien que l'opposition entre libéraux d'un côté, et collectivistes-étatistes de l'autre, reste bel et bien la grande division d'ordre économique, politique et philosophique qui perdure toujours à notre époque. Il n'est pas du tout vrai, contrairement à ce que prétendent certains, que nous nous sommes entièrement convertis au capitalisme libéral, après la chute du mur de Berlin et la débâcle des sociétés communistes. Ceux qui affirment que nous vivons dans un monde « ultralibéral » se trompent. Si l'on consent à regarder la situation notamment économique telle qu'elle est vraiment, on s'aperçoit que nous vivons en fait dans une société

¹ « Coronavirus : le tracking renforcé interroge sur la dangereuse surpuissance des États », à lire ici traduit en français : https://www.challenges.fr/monde/coronavirus-le-tracking-renforce-interroge-sur-la-dangereuse-surpuissance-des-etats_705407

« ultraétatiste ». La distinction « libéraux » versus « étatistes » retrouve donc ici toute son actualité. Elle ne l'avait du reste jamais vraiment perdue, et ce sont plutôt les événements récents qui l'ont fait ressortir au grand jour.

Nous devons donc tenter de replacer la crise du Covid-19, et la crise économique qui s'ensuit, dans le cadre plus général de cette lutte entre capitalisme démocratique libéral d'une part, et social-étatisme de l'autre (quand bien même ce dernier revêtirait aujourd'hui les vieux habits du « souverainisme »). Nous devons aussi méditer la question suivante : de quelle civilisation voulons-nous réellement ? Souhaitons-nous suivre le chemin, difficile car exigeant pour tout un chacun, de la liberté et de la responsabilité individuelles ? Ou bien voulons-nous continuer à avancer, à nos risques et périls, le long de cette « nouvelle route de la servitude » ?



Impressum

Institut Libéral
Place de la Fusterie 7
1204 Genève, Suisse
+41 (0)22 510 27 90
liberal@libinst.ch

Les publications de l'Institut Libéral se trouvent sur
www.institutliberal.ch.

Disclaimer

L'Institut Libéral ne prend aucune position institutionnelle. Toutes les publications et communications de l'Institut contribuent à l'information et au débat. Elles reflètent les opinions de leurs auteurs et ne correspondent pas nécessairement à l'avis du Comité, du Conseil de fondation ou du Conseil académique de l'Institut.

Cette publication peut être citée avec indication de la source.
Copyright 2020, Institut Libéral.